31.01.2024 - 09:10 Uhr

Soutenir les médias veut dire renforcer la démocratie

Bern (ots) -

Les villes se prononcent clairement contre tout abaissement du montant de la redevance radio-télévision. Elles ont affirmé leur position sans équivoque dans la réponse à la consultation relative à la révision partielle de l'ORTV. Les médias se trouvent sous forte pression, ce qui pose problème sur le plan de la politique démocratique. Une SSR forte et des médias locaux financés par la redevance sont plus nécessaires que jamais. Le cinéma suisse serait lui aussi touché de plein fouet par cet abaissement.

Les médias sont durement impactés par l'évolution structurelle: le nombre de journaux et de tirages, leur volume et leurs recettes publicitaires ont constamment et rapidement diminué au cours des années et décennies passées. Les rédactions voient leurs finances restreintes et leurs effectifs comprimés. Cette évolution s'avère problématique et inquiétante pour les villes: les médias traitent de moins en moins de la politique communale et d'événements locaux. Ils délaissent ainsi progressivement leur mission importante en matière de démocratie politique.

Conséquences: moins d'information destinée à la population et moins de contrôle exercé sur les autorités, formation de l'opinion affaiblie et raréfaction des débats démocratiques. Dans les villes de moindre importance et les régions à plus faible densité de population, il n'existe parfois plus aucun média financé par des fonds privés qui assure cette mission. Mais les villes de plus grande taille connaissent elles aussi une diminution constante de l'offre médiatique. Dans ce contexte, une SSR forte - grâce notamment à l'information locale relatée par les journaux régionaux appréciés du public - ainsi que les autres médias locaux qui restent financés par la redevance sont d'une valeur inestimable sur le plan de la politique nationale.

La SSR veille à la cohésion des régions (linguistiques)

La SSR est en outre le seul média qui propose des contenus dans toutes les langues nationales. Grâce à la collaboration entre diverses régions linguistiques, elle fournit de l'information sur les autres régions. Elle remplit ainsi une fonction centrale propice à la cohésion nationale. Par ailleurs, son offre est appréciée par la population qui en fait largement usage: 83% des Suisses et Suissesses dès 15 ans recourent au moins une fois par semaine à une offre de la SSR. Pour toutes ces raisons relevant de la politique nationale, il est d'une importance primordiale que la SSR et d'autres médias financés par la redevance disposent d'une base de financement solide. En 2018 déjà, la redevance radio-télévision a été diminuée de 25% et une baisse supplémentaire serait en effet irresponsable. C'est pourquoi les villes rejettent aussi bien l'initiative de l'UDC pour une réduction de moitié, que l'abaissement à 300 francs de la redevance radio/télévision proposée par le conseiller fédéral Röstli.

Sans redevance, pas de cinéma suisse

Enfin, la SSR revêt également une importance à ne pas sous-estimer pour le cinéma suisse, et par conséquent pour le secteur culturel des villes. Vu les marchés étroits dont disposent les diverses régions linguistiques, la production de films ou de séries suisses ne pourrait en effet guère s'avérer rentable. Les films documentaires, les longs métrages et les séries suisses contribuent à la connaissance et au débat de société au sein du pays. Autant d'aspects qui risqueraient eux aussi d'être compromis si la redevance radio-télévision venait à être abaissée.

[Révision partielle de l'ordonnance radio-télévision \(ORTV\): réponse à la consultation de l'UVS \(en allemand\)](#)

Contact:

Sami Kanaan, Conseiller administratif de Genève, vice-président de l'Union des villes suisses: 079 204 30 12

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100915623> abgerufen werden.